

**Les Faits saillants du FPHN 2022 :  
Jeudi 14 juillet 2022**

Les délégués du FPHN ont reçu les rapports des réunions régionales, au cours de la matinée. Onze ENV ont été présentés et 42 intervenants de haut niveau ont pris la parole lors d'une table ronde ministérielle.

**Messages des Régions**

Rosa Malango, Directrice du Bureau des commissions régionales à New York, a modéré la session. Olga Algayerova, Coordinatrice des commissions régionales, a déclaré que les régions sont une partie importante de la solution pour surmonter les défis liés à la progression des ODD. Les représentants des forums régionaux ont partagé les résultats des cinq forums régionaux sur le développement durable, portant notamment sur la nécessité de :

- Renforcer la protection sociale, l'éducation, l'égalité hommes-femmes, les économies inclusives et vertes et le soutien aux pays en développement (Asie-Pacifique) ;
- Améliorer les services de soins et les modalités de travail souples pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, investir dans des solutions fondées sur la nature et des données opportunes et suffisamment précises, et combler la fracture numérique mondiale (Europe) ;
- Renforcer le multilatéralisme, en particulier le financement du développement, améliorer la mise en œuvre des politiques, accroître la résilience des institutions et surmonter les conflits (Amérique latine et Caraïbes) ;
- Assurer la disponibilité du vaccin anti-COVID-19, assurer un financement adéquat pour le changement climatique et des solutions de financement innovantes, investir dans l'éducation, la numérisation et la collecte de données et leur analyse, et promouvoir les chaînes de valeur régionales (Afrique) ;
- Remédier aux pertes d'éducation et adapter les programmes de manière à ce qu'ils correspondent aux exigences du marché du travail et de la société, promouvoir la participation des femmes à la vie publique et utiliser les partenariats et la budgétisation nationale basée sur les ODD (Asie occidentale).

Les observations des organisations de la société civile comprenaient un appel aux Etats pour qu'ils respectent leurs obligations extraterritoriales en matière de droits humains dans le monde et fournissent des espaces démocratiques sûrs aux communautés marginalisées, y compris les LGBTI en Asie centrale.

**Résultats de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement**

La Présidente de l'UNEA-6, Leila Benali, Ministre marocaine de la transition énergétique et du développement durable, a transmis les messages essentiels de l'UNEA au FPHN. Pour accélérer la réalisation du Programme 2030 et mieux reconstruire, elle a souligné la nécessité, pour les politiques, d'améliorer : l'interface science-politique pour conduire des changements dans les domaines de la consommation et de la production durables (CPD) ; les approches écosystémiques et les solutions fondées sur la nature pour faire face aux risques sanitaires actuels et futurs ; les approches d'économie circulaire ; la coordination mondiale pour éliminer la pollution plastique ; l'égalité hommes-femmes et les droits humains ; l'accès à l'information, la participation du public et la justice environnementale ; et la mobilisation des ressources.

**Examens nationaux volontaires**

Jose Carlos Casimiro Varela, Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Intégration régionale, Guinée-Bissau, a indiqué que bien que le taux de pauvreté du pays ait chuté à moins de 70 % (ODD 1), des défis subsistent, notamment le chômage et la nécessité de soutenir les personnes handicapées (ODD 8). Il a fait état d'une diminution de la mortalité maternelle et infantile (ODD 3), a souligné que le pays prévoyait d'augmenter le budget de l'éducation (ODD 4), et a déploré la faible mise en œuvre

des lois sur les mutilations génitales féminines (MGF) et sur la violence sexiste et la traite (ODD 5). Il a fait part d'améliorations apportées à la pêche durable (ODD 14) et a déclaré que le pays adopterait des lois sur la protection des écosystèmes (ODD 15).

Nicole Jeanine Lydie Roboty Mbou, Ministre de l'Économie et de la Relance, Gabon, a parlé de la parité garçons-filles dans la fréquentation de l'école primaire, de l'amélioration des infrastructures scolaires et d'un taux d'alphabétisation de 84 % (ODD 4). Elle a signalé une baisse de la violence sexiste et a souligné la présence de 34 % de femmes au sein du gouvernement (ODD 5). Elle a déclaré que le pays a désigné 67 % d'aires marines protégées (ODD 14) et a fait état d'une amélioration du couvert forestier (ODD 15). Elle a déploré une baisse des envois de fonds et des investissements étrangers, affirmant que 55% du budget était financé par les impôts nationaux (ODD 17).

Liesje Schreinemacher, Ministre du commerce extérieur et de la coopération au développement, Pays-Bas, a souligné le leadership du pays au sein de l'UE sur les ODD 1 (pas de pauvreté) et 8 (travail décent et croissance économique). Silveria Elfrieda, Première ministre de Sint Maarten, pour les trois pays des Caraïbes des Pays-Bas, a souligné que le changement climatique était une préoccupation primordiale, signalant la limite des ressources et la promotion d'un tourisme plus durable et d'un développement équitable pour les citoyens. Sarah Oey, la Représentante des Jeunes des Nations Unies pour le développement durable aux Pays-Bas, a attiré l'attention sur : la dette étudiante et la crise du logement ; le taux de perte de biodiversité le plus élevé dans l'UE ; un besoin de changer son système alimentaire ; et la nécessité d'impliquer les jeunes dans l'élaboration des politiques.

Répondant au MEXIQUE, à la JAMAÏQUE, au PORTUGAL, au Grand Groupe des FEMMES, au MAROC, au NIGER et à MADAGASCAR, Casimiro Varela (Guinée-Bissau) a parlé d'un prochain recensement et de l'examen multisectoriel pour la collecte de données et des efforts visant à améliorer la planification et les statistiques ; des lois anti-corruption, y compris sur les divulgations d'actifs accessibles au public ; de l'engagement à surmonter la mise en œuvre des lois sur les MGF ; et des efforts pour améliorer l'éducation, la formation des enseignants et la participation des femmes.

Répondant à la JAMAÏQUE, à la SLOVÉNIE, à la SUISSE, au BENIN, au MAROC, au Grand Groupe des PARTIES PRENANTES PERSONNES HANDICAPÉES, et de MADAGASCAR, Mbou (Gabon) a fait état des efforts pour : améliorer la formation professionnelle ; engager la société civile dans la transformation économique ; et diversifier l'économie hors du pétrole.

Répondant au DANEMARK, à la BARBADE, au KENYA, à l'OUGANDA, au Grand Groupe des PARTIES PRENANTES LGBTI, à la FÉDÉRATION DE RUSSIE et à MADAGASCAR, Schreinemacher (Pays-Bas) a souligné que de nombreux ministères disposent d'un organe consultatif des Jeunes qui contribue à la prise de décision et a souligné l'approche intersectionnelle du pays vis-à-vis des ODD. Jacobs (Sint Maarten) a parlé de la numérisation de l'éducation. Oey (représentant des jeunes) a appelé à une réflexion tournée vers l'avenir.

Roxie McLeish-Hutchinson, Secrétaire permanente au ministère des Affaires étrangères de la Grenade, a décrit les progrès réalisés dans la qualité de l'éducation (ODD 4) et l'égalité hommes-femmes, y compris les femmes aux postes de direction (ODD 5), et a déploré le taux de chômage élevé du pays (ODD 8). Elle a partagé les plans de réduction des émissions du pays pour lutter contre le changement climatique (ODD 13) ; a souligné le plan de gestion intégrée des zones côtières de la Grenade (ODD 14) ; et a partagé le fait que le pays a moins de 35 % de couvert forestier (ODD 15).

Dans sa réponse au VENEZUELA, au DANEMARK, à TRINITE-ET-TOBAGO, au Grand Groupe des ENFANTS et des JEUNES, A SAINT-VINCENT et GRENADINES, au PORTUGAL et au MALAWI, McLeish-Hutchinson a souligné le nombre de Jeunes participant au processus décisionnel ; a parlé du nouvel accent mis par le pays sur la centralisation des

données pour le suivi de la mise en œuvre des ODD ; a appelé à opérationnaliser l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle (IVM) ; et a reconnu la nécessité d'une plus grande coordination pour mettre en œuvre les ODD.

Maria Ubach Font, Ministre des Affaires étrangères d'Andorre, a souligné que le changement climatique et l'autonomisation des jeunes figuraient parmi les principales préoccupations des Andorrans, et a mis en avant un outil numérique pour mesurer les progrès accomplis vers les ODD. Un représentant des collectivités locales se connectant en ligne a axé son intervention sur l'engagement des parties prenantes, le tourisme durable, la consommation et la production responsables et un développement urbain durable maîtrisé.

Nialé Kaba, Ministre du Plan et du Développement, Côte d'Ivoire, a mis l'accent sur la transformation économique et l'objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur. Elle a souligné les progrès enregistrés, y compris l'amélioration des taux d'alphabétisation et de scolarisation ; les plateformes de lutte contre les violences basées sur le genre, y compris les MGF, et la représentation des femmes ; la désignation d'aires marines protégées et la lutte contre la pêche illégale ; le reboisement ; et des partenariats plus solides.

Fitsum Assefa Adela, Ministre éthiopienne de la planification et du développement, a mis en exergue le recul de la pauvreté et de la malnutrition ; un secteur de la santé renforcé ; l'amélioration de la scolarisation ; l'augmentation de la participation des femmes et de l'égalité hommes-femmes ; et les progrès en matière d'eau potable et d'assainissement. Elle a également parlé des efforts fournis pour planter 20 milliards d'arbres d'ici 2022, dont 18 milliards ont été plantés à ce jour.

Nasser Shraideh, Ministre de la planification et de la coopération internationale, Jordanie, a appelé à renouveler les partenariats mondiaux et à investir dans le capital humain. Il a parlé des progrès accomplis sur les taux d'achèvement des études ; d'une augmentation de la productivité agricole et de l'objectif de la Jordanie de devenir un centre régional de sécurité alimentaire ; d'un accès presque universel à l'eau potable ; de l'atteinte d'une part de 20 % d'énergies renouvelables ; de la création d'aires marines protégées ; d'une diminution de la violence sexiste et d'une réduction de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes.

Répondant à SAINT-MARIN, au CHILI et au Grand Groupe des FEMMES, Ubach Font (Andorre) a indiqué que le pays travaillait sur un programme vert pour les écoles ; et s'engage à protéger les droits des plus vulnérables, y compris les femmes, les enfants et les personnes handicapées, notamment par le biais d'une législation sur la non-discrimination et à lutter contre la violence sexuelle et sexiste.

Répondant au MAROC, au Grand Groupe des PERSONNES HANDICAPÉES, à la SUISSE, au GHANA et au NIGER, Kaba (Côte d'Ivoire) a souligné l'importance de rendre l'économie plus résiliente, notamment en promouvant l'autosuffisance et la sécurité alimentaire, et en diversifiant les sources de financement internationales. Elle a attiré l'attention sur les actions visant à intégrer les personnes handicapées dans l'emploi et a mis en exergue la politique nationale du pays visant à renforcer la protection des migrants.

En réponse au SÉNÉGAL, au PAKISTAN, au CHILI, au Grand Groupe des ENFANTS et des JEUNES, à CUBA, au Grand Groupe des ONG, à DJIBOUTI, au MALAWI et au CAMEROUN, Adela (Éthiopie) a mentionné l'adoption de systèmes de gestion des terres et des bassins versants du pays permettant de faire face au changement climatique et de récupérer les terres dégradées. Elle a souligné l'engagement du gouvernement à lutter contre les violations des droits humains induites par les conflits et a souligné les réformes liées au commerce du blé.

Répondant au PAKISTAN, à la PALESTINE, au LESOTHO et au CONSEIL DE L'EUROPE, Shraideh (Jordanie) et son équipe ont souligné : l'engagement du pays à travailler avec les gouvernements locaux ; la participation des parties prenantes dans le développement de l'ENV ; et les défis liés à la migration.

Alibek Kuantyrov, Ministre de l'Économie nationale, Kazakhstan, a présenté un système national de 262 indicateurs d'ODD et une plate-forme régionale de partage des connaissances sur les ODD, et a fait état d'une augmentation du financement durable et de la création d'une agence internationale de développement. Il a également souligné le vaccin anti-COVID-19 propre au Kazakhstan, le 'QazVac' ; le soutien social fourni aux familles ; la suppression de la liste des professions interdites aux femmes ; l'augmentation des salaires des éducateurs ; et les mesures de reboisement et de conservation.

Gibril Ibrahim Mohamed, Ministre des Finances et de la Planification économique, Soudan, a déclaré que plus d'un million d'élèves sont scolarisés, avec une quasi-parité entre les garçons et les filles (ODD 4) ; et a souligné la criminalisation des MGF et la législation pour lutter contre la traite des êtres humains et la violence sexiste (ODD 5). Il a indiqué que trois des aires marines protégées du pays font partie des réserves de biosphère de l'UNESCO (ODD 14). Il a souligné la nécessité d'un financement externe, y compris des droits de tirage spéciaux, pour la mise en œuvre des ODD (ODD 17). Il a également mis l'accent

sur la mise en œuvre de l'Accord de paix de Juba pour assurer la paix et la sécurité dans le pays (ODD 16).

Ndiaye Cheikh Sylla, Ministre de l'Environnement et du Développement durable, Sénégal, a parlé de l'augmentation de la fréquentation scolaire et la création de nouvelles universités (ODD 4) ; a souligné une diminution des violences sexuelles et sexistes (ODD 5) ; a mis en exergue le travail du pays pour lutter contre le chômage (ODD 8) ; et a souligné la capacité militaire élargie du pays pour assurer la paix et la sécurité (ODD 16). Il a évoqué les actions du pays pour restaurer les mangroves et lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (ODD 14) ; et a attiré l'attention sur l'Agence sénégalaise pour le reboisement (ODD 15).

Répondant au BANGLADESH, à l'OUZBÉKISTAN, à la FÉDÉRATION DE RUSSIE et à l'IRAK, Kuantyrov (Kazakhstan) et son équipe ont parlé de la création d'un comité spécial chargé du suivi des ODD ; de l'implication des parties prenantes dans l'élaboration de l'ENV ; et de l'adoption de politiques d'inclusion et d'ajustements des infrastructures à achever d'ici 2025 pour garantir l'accessibilité aux personnes handicapées.

Répondant à l'ALLEMAGNE, au Grand Groupe des TRAVAILLEURS ET SYNDICATS, aux PHILIPPINES, au MAROC, aux EAU, au BÉNIN et au NIGER, Ndiaye Cheikh Sylla (Sénégal) a souligné qu'il s'agit d'un pays pilote en matière de collecte de statistiques inclusives et intégrées afin de permettre un examen aux niveaux local, régional, et national et le renforcement des liens avec la société civile dans le cadre du plan de développement du pays.

Répondant au Grand Groupe des ENFANTS et des JEUNES, à l'IRAK, au MAROC, aux EAU et à MALTE, Gibril Ibrahim Mohamed (Soudan) a fait état des efforts pour ressusciter l'Initiative arabe sur la sécurité alimentaire, produire des engrais et davantage de produits alimentaires ; et a souligné la nécessité d'un soutien pour assurer la sécurité alimentaire des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

### Table ronde ministérielle : Accélérer la réalisation des ODD d'ici 2030

Un Vice-Président, deux Vice-Premiers ministres et 39 Ministres ont fait part de leurs points de vue sur les crises et les défis en cours aux niveaux national, régional et mondial. De nombreux orateurs ont souligné la manière dont les défis liés à la pandémie, à la crise climatique et à la guerre en Ukraine ont eu un impact sur leurs pays. Parmi les défis supplémentaires - et connexes - identifiés, il y a lieu de citer l'aggravation des inégalités, les réformes économiques et structurelles et le surendettement, l'inflation, la pénurie d'engrais et la hausse des prix des produits agricoles, l'insécurité alimentaire et hydrique, la pollution, la perte de biodiversité, l'élévation du niveau de la mer et la sécheresse.

Parmi les réussites évoquées, il y a lieu de citer : la coopération avec les partenaires de développement pour atteindre un taux de vaccination de 90 % chez les adultes ; la création de ressources d'enseignement à distance ; la valeur de la localisation des ODD ; la co-organisation d'un forum national sur les ODD avec les OSC ; plus de 30 % d'aires marines déjà désignées comme protégées et 14 millions d'arbres plantés ; l'introduction d'une assurance maladie complémentaire ; et la poursuite des interventions anti-pandémique sur la base d'un processus consultatif fondé sur la science.

Les propositions d'actions futures comprenaient : la création d'un fonds pour le développement des pays montagneux et d'un mécanisme de financement pour les projets d'économie bleue ; la réduction de la fracture numérique et l'amélioration de l'accès à Internet pour les ménages ; l'investissement dans des systèmes éducatifs souples et de qualité ; « pérenniser » le système de santé publique ; le soutien au renforcement des capacités productives et à l'amélioration de la sécurité alimentaire ; la mise en place d'un processus de graduation sans heurts ; et un appel aux dirigeants pour qu'ils continuent à exprimer un message optimiste fort. Beaucoup ont appelé à un multilatéralisme renforcé face aux multiples crises. Certains ont appelé à la fin des sanctions unilatérales.

### Dans les couloirs

Les participants ont entendu 11 ENV et 42 déclarations ministérielles, et ont également réfléchi au sort qui sera réservé à la Déclaration ministérielle. Les co-facilitateurs de l'Italie et de Nauru ont informé les délégués qu'une deuxième procédure de silence avait été rompue le 12 juillet par une délégation au sujet d'un paragraphe appelant à des mesures « pour éliminer les obstacles à la pleine réalisation du droit à l'autodétermination des peuples vivant sous occupation coloniale et étrangère ». Beaucoup espéraient voir le projet de déclaration complet qui a été transmis au segment ministériel du FPHN pour examen, être adopté lors de la séance de clôture vendredi soir, éventuellement avec un vote sur le paragraphe en question.

Le numéro du *Earth Negotiations Bulletin* consacré au résumé final et à l'analyse de l'édition 2022 du FPHN sera disponible dès le lundi 18 juillet 2022 à l'adresse [enb.iisd.org/high-level-political-forum-hlpf-2022](http://enb.iisd.org/high-level-political-forum-hlpf-2022)